

NOTES DE LECTURE

Recherches sociologiques, “Mode mineur de la réalité et discours sociologiques”, Louvain-la-Neuve, Unité de sociologie de l’UCL, vol. XXV, n° 2, 1994, 134 pages.

Le numéro de la revue *Recherches sociologiques* consacré au “mode mineur” et dirigé par Albert Piette devrait permettre aux chercheurs en sciences de la communication qui s’intéressent à la fois aux recherches empiriques et à ce que Georges Perec appelait l’“infra-ordinaire” de trouver à la fois des éléments réflexifs et notionnels ainsi que des pistes d’investigation potentielle. On admettra pour ce faire, en suivant la présentation qu’en fait Albert Piette, que le “mode mineur”, “c’est ce qui est observé par tous, mais le plus souvent exclu des descriptions” (p. 1). “Renvoyant à une attitude mentale ou à un ensemble de gestes, le mode mineur ne peut être défini que par rapport à un mode majeur. Tandis que j’associe celui-ci à ce que l’acteur social juge pertinent pour identifier et s’adapter à une situation, le mode mineur consiste en des attitudes non pertinentes, tolérées implicitement comme telles car non pour autant impertinentes à la situation (auquel cas on retomberait dans un autre majeur)” (p. 4). Dans l’introduction à l’entretien –qui clôture ce numéro– que Luc Boltanski a accordé à la revue (“Y a-t-il une nouvelle sociologie française?”), A. Piette reprend une définition –à la fois concise et éclairante– de L. Boltanski: “Le mode mineur de la réalité est ainsi tout à fait intégré analytiquement par le concept de «tolérance aux écarts traités comme s’ils ne tiraient pas à conséquence»” (p. 88). Afin de concrétiser les interstices qui s’ouvrent pour la recherche par ce type d’approche et de positionnement, évoquons les différents objets qui ont servi de prétexte ou de terrain (terreau) à la réflexion et aux analyses des différents auteurs.

Parcours rapide et arrêt subjectif sur quelques extraits. Dans “Action rationnelle et réflexivité diffuse”, Alain Bourdin montre comment cette réflexivité diffuse –“soit la capacité qu’ont les acteurs de prendre distance

Recherches en communication, n° 3, (1995).

par rapport aux situations, aux codes et aux croyances” (p. 7) et qui se caractérise notamment par l’humour, “par la référence à d’autres situations, par l’utilisation de plusieurs définitions de la situation, c’est-à-dire l’art de changer de registre et par la capacité d’inventer, de reconstituer les informations manquantes ou de s’en passer, ainsi que par une intuition du possible et du vraisemblable— est présente au cœur même de l’action rationnelle et stratégique. Dans “Le corps automate”, Henri-Pierre Jeudy insiste sur les écarts constants qui s’installent entre les automatismes corporels et les interprétations que nous en construisons. Réfléchissant sur la découverte par le même de l’altérité, l’auteur montre très clairement que “quand le même et l’autre coïncident absolument, il n’y pour ainsi dire plus de culture” (p. 29). Dans “Éléments pour une sociologie du grognement”, Claude Javeau s’intéresse à ce qu’il appelle ces ténues occurrences de notre «être au monde», c’est-à-dire de notre “être-avec-les-autres”. Traitant de ce que les ethnométhodologues nomment les règles de surface et de l’indexicalisation, il appelle grognement “toute manifestation visible ou autrement décelable de l’irritation d’un actant, quelles qu’en soient l’amplitude et la destination” (p. 32). Si on accepte, en suivant l’auteur, de situer le grognement comme un élément rituel qui permet de faire l’économie d’une véritable agression, ne peut-on soutenir pour le grognement ce que Norbert Elias disait du rire —dans un livre présenté dans cette même rubrique—: “L’une des dispositions biologiques les plus élémentaires et universelles est la propension humaine au rire. Comme le sourire, le rire est essentiellement une forme préverbale de communication non apprise qui, en termes d’évolution, est vraisemblablement ancienne. Le rire est assez malléable, c’est-à-dire modifiable à travers l’expérience, quoique sans commune mesure avec la constitution biologique qui est la base naturelle de la communication verbale. En tant que constitution biologique, le rire, bien que certainement issu d’antécédents préhumains, est symptomatique du caractère unique des êtres humains. Il indique de manière concrète comment les constitutions biologiques servent à équilibrer les pressions et les tensions causées par le contrôle des impulsions”¹?

Dans “Le fond de l’air est frais. De quelques usages (discrets) du temps qu’il fait”, Martin de la Soudière montre comment ce temps qu’il fait intervient dans nos communications ordinaires, dans nos constructions imaginaires, dans l’expression de nos humeurs et comment nous arrivons, souvent à notre insu, à “jouer avec la météo”. La météo participe à la fois du social et de l’individuel et, pour cet auteur qui voit dans ce type d’approche une façon d’“affiner la connaissance du social”, parler du temps qu’il fait est une certaine façon de parler de soi, de parler à l’autre. “De par sa récurrence, son universalité, en même temps que par son insignifiance, la météo occupe une place de choix dans la litanie inépuisable de nos motifs de plainte. Toujours à portée de main (dès le premier bulletin météo du matin), elle alimente et entretient, dans un en-deçà du discours, ce qui, en nous, est

¹ N. ELIAS, E. DUNNING, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, p. 80-81.

inappétence à la vie, elle flatte le grognon que nous sommes tous un peu au fond de nous-mêmes. En somme, dire du mal du temps fait du bien” (p. 47).

Dans “L’implication paradoxale dans l’expérience touristique”, Jean Remy traite –entre autres au travers du voyage comme archétype culturel et de l’ailleurs (lié à la mobilité spatiale) comme référent symbolique–, de la “secondarité” qu’il faut entendre comme “une structuration collective de la mise à distance”. Pour lui, “l’espace de primarité est régi par les rôles habituels de la vie sociale [tandis que l’] espace de secondarité est un espace de mise à l’écart où s’affirme l’autonomie” (p. 67). Il propose au travers d’une typologie des lieux transitionnels que sont les espaces touristiques, de saisir “la spécificité des bulles touristiques” en les comparant aux hauts-lieux (que l’on doit respecter, qui sont consacrés, qui appartiennent au patrimoine) et aux “non-lieux” (lieux de passage, d’arrêt autoroutier ou marchand, carrefour...) qui impliquent “un investissement affectif minimum”.

La lecture de ce numéro de *Recherches sociologiques* –où Erving Goffman est pour ainsi dire omniprésent– amènera probablement le chercheur en sciences sociales (et en communication) à être plus attentif (voire à entreprendre des recherches concrètes) au mode mineur de la réalité, c’est-à-dire à “cette compétence spécifique des individus à être des humains tout à fait ordinaires” (A. Piette, p. 79).

Gérard DERÈZE

Béatrice CORMIER-RODIER (sous la dir. de), *Policiers en séries, images de flics*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, coll. “Persuasion, propagandes”, 1994, 92 pages.

Ce bref recueil d’articles issu d’une journée d’études organisée par le département d’information et de communication de Nancy II a le mérite d’aborder un thème et des objets médiatiques rarement pris en compte par la critique universitaire, à savoir l’image du policier dans les séries télévisées. C’est sans doute l’originalité du propos qui le rend aussi léger, quasi exploratoire. En effet, l’essentiel des communications est d’ordre descriptif, sans jamais atteindre à la synthèse et à la proposition d’une interprétation systématique. Et cette description est le plus souvent basée sur un ou deux exemples, dont la valeur représentative est loin d’être prouvée. En outre, les sources bibliographiques semblent avoir été peu consultées.

Analyser, par exemple, le personnage de Maigret en ignorant les travaux de la sociocritique appliquée à cette figure, que ce soit les ouvrages de Jacques Dubois et de Jean Fabre, ou les innombrables articles de la revue *Traces*, qui aborde à plus d’une reprise ce sujet, empêche de vraiment comprendre la structure de classe qui fonde le comportement du commissaire et l’ancre dans la petite bourgeoisie. D’autres essais, sur la bande dessinée, la presse du cœur, le roman policier, les feuilletons télévisés, vont souvent plus

loin que la majorité des articles ici repris, et il est regrettable qu'ils ne soient pas exploités.

Par ailleurs, quelques questions de fond auraient dû être posées. Avancer d'emblée que les productions de masse sont des reflets exacts de la réalité, et que le succès de *Hooker* s'explique par la bonne conscience retrouvée des Américains lors des années Reagan est un peu court. Pourquoi alors son succès dans les pays européens ? Et le succès simultané, aux U.S.A., d'autres séries policières, plus corrosives, comme *Baretta*, *Hill street blues*, ou même *Equalizer* analysé dans un autre article. Il faudrait aussi faire la part entre l'imitation du réel et les contraintes propres à des genres narratifs très codifiés comme la fiction policière, qui requiert, le plus souvent, le retour final à l'ordre. Ou encore étudier la fonction des stéréotypes, surtout pour la construction des personnages, dans les productions de masse. Lesquelles ne sont pas exclues aussi évidemment du champ littéraire, comme l'affirme un auteur.

Le sujet ne manque donc pas de pertinence, encore faudrait-il que les corpus de culture de masse soient traités avec la même rigueur méthodologique que les œuvres classiques!

Marc LITS

Éric DACHEUX, *Les stratégies de communication persuasive dans l'Union Européenne*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 1994, 287 pages.

D'une certaine manière, l'ouvrage prolonge l'enquête assez journalistique et fortement documentée de Robert Tixier-Guichard et Daniel Chaize publiée dans leur ouvrage sur le rôle de la communication, paru en 1993 aux Éditions du Seuil, sous le titre *Les dircoms. A quoi sert la communication? Enquête*.

Comme dans cet ouvrage, un des buts poursuivis par l'auteur est de décrire le fonctionnement, les limites, les effets, les causes et les raisons du "succès" de ce qu'il appelle la "communication lucrative", mise au point et développée par les professionnels de la communication, dircoms (entendez directeurs de la communication dans les entreprises), publicitaires, conseillers en communication politique ou en communication des collectivités locales. Ceci dans une perspective pragmatique tendant à vérifier si ce type de "communication persuasive", "lucrative", dominant dans une société dite de communication et basé tantôt sur des techniques de visibilité tapageuses, tantôt sur des techniques plus "feutrées", est ou non capable de répondre aux objectifs politiques de la CEE ou de l'Union Européenne d'asseoir un sentiment européen, et de mener à l'échelle européenne des campagnes d'intérêt public.

S'il réussit à synthétiser l'état actuel des grandes stratégies de communication en montrant comment elles se déclinent du côté économique

(communication publicitaire, communication "corporate", lobbying...), du côté politique (marketing politique, campagnes nationales d'intérêt public, stratégies d'image...) et du côté associatif (communication des O.N.G. et plus particulièrement des O.N.G. écologistes), son plaidoyer pour une nouvelle communication persuasive de type participatif, alternative au modèle lucratif dominant, inapte, selon lui, à répondre aux enjeux de la construction européenne dans ses diverses dimensions (interculturelle, institutionnelle, politique et sociale) semble davantage manquer de fondements. Les quelques pages de conclusions qui s'attachent à présenter cette nouvelle approche se contentent d'évoquer celle-ci comme le "contre-modèle" de la communication lucrative, en montrant quelques "principes" de communication participative. Par ailleurs, sa critique des recherches existant sur la communication persuasive ne porte que sur quelques recherches de type psychologique, déjà anciennes pour la plupart.

L'auteur montre particulièrement bien la logique de constitution d'une communication au niveau global européen (entreprises, agences de publicité, réseaux de télécommunication...), avec interpénétration des diverses techniques persuasives, légitimation de nouveaux acteurs professionnels, constitution d'une "doxa" productiviste s'opposant aux diverses "doxa" culturelles, et attire l'attention sur la diversité des modèles de comportement au sein de l'Union Européenne, en montrant la fragilité et les limites des systèmes intégrateurs, et en relevant les difficultés actuelles de l'Union Européenne, comme institution, à gérer son information et sa communication.

Une ébauche de réflexion médiologique (rapport fond/forme des messages, rôle des supports comme transmetteurs et transformateurs d'idées, coproduction du sens par les médias utilisés), émaille, ci et là, l'œuvre sans que l'auteur ne s'y attarde davantage. Des références médiologiques plus étayées, ainsi qu'une approche anthroposociologique de la communication pourraient sans doute aider à compléter un ouvrage qui pose de nombreuses bases face à un sujet digne d'intérêt.

Axel GRYSPEERDT

Adriano DUARTE RODRIGUES, *Comunicação e Cultura — A experiência cultural na era da informação*, Lisboa, Editorial Presença, 1994, 231 pages.

Communication et culture est une sorte de petite encyclopédie réflexive des principaux problèmes posés par une "société de la communication" ou de l'information.

Après avoir présenté les différentes facettes de l'idéologie communicationnelle, de la planétarisation de l'information et des perspectives contemporaines sur la communication, Rodrigues s'intéresse à l'expérience même de la communication et à ses transformations, son passage des cadres traditionnels

à ceux de la modernité et de la postmodernité. Il propose ensuite une sociologie phénoménologique de l'expérience quotidienne, ce qui lui permet d'éclairer les divers aspects de la communication de l'expérience, son esthétisation, ses formes subjectives, verbales ou non verbales, iconiques ou écrites. La troisième partie est une pragmatique de la communication et présente non seulement les dispositifs théoriques qui permettent l'analyse pragmatique, mais l'illustre par un cas exemplaire: les stratégies énonciatives du journal télévisé. L'ouvrage se termine enfin par une présentation des technologies de l'information. Le cadre théorique doit beaucoup à la *Théorie de l'agir communicationnel* de Habermas et à son architectonique –science, morale, art ou rapport au monde externe, social et interne– (cf. les chapitres V, XV et XVI), mais Rodrigues l'applique à des problèmes concrets et en montre la fécondité pour l'analyse de divers aspects du fonctionnement des médias et des moyens de communication en général. Il développe, par exemple, de façon intéressante la question de l'esthétisation de l'expérience montrant en quoi l'autonomisation de l'expérience esthétique implique, au niveau de l'expérience vécue, une sorte de fluctuation des valeurs, ne gardant que celle de *happening* de la manifestation. Or cette dérive postmoderne rappelle en même temps l'expérience esthétique la plus archaïque (Cf. chapitre VIII). De façon plus générale, l'auteur montre comment les concepts de "traditionnel", "moderne" et "postmoderne" ne peuvent pas être interprétés comme définissant des époques déterminées, mais plutôt comme des modes de relation au temps et à l'expérience du monde, d'autrui et de soi-même.

Une des suggestions intéressantes de l'ouvrage est la distinction proposée entre information et communication. L'information est interprétée à partir de la théorie mathématique de l'information et se définit par son imprévisibilité, par le fait qu'elle est inattendue. De ce point de vue, elle relève d'un calcul de probabilité. C'est pourquoi, elle est "intimement associée à la nature relativement inexplicquée et inexplicable des phénomènes..." (p. 21). Il en résulte aussi que la valeur informative d'un événement dépend des connaissances historiques disponibles au sein de chaque société concrète. La communication, au contraire, "est un processus qui arrive entre des personnes douées de raison et de liberté, reliées entre elles par le fait de faire partie, non du monde naturel, avec ses règles brutes et ses mécanisme automatiques, mais par le fait d'appartenir à un même monde culturel" (*ib.*). La communication est donc un processus relativement redondant, mais c'est justement ce qui permet l'intercompréhension. De plus les processus communicationnels mettent en jeu des personnes globales, avec leurs valeurs, préférences, désirs, etc. "La communication est, par conséquent, une compétence préalable non seulement au contenu concret et au sens de ses manifestations mais aussi à la valeur informative des messages que les sujets échangent entre eux" (p. 22). Dans les sociétés fermées, information et communication pouvaient être confondues. Mais aujourd'hui, l'information est devenue, au sein de l'expérience humaine, une dimension spécifique et différenciée. On pourrait penser que l'évolution actuelle et l'indiscutable planétarisation et homogénéisation informationnelle ait élargi le monde de la communication, ait créé un nouveau monde commun. Mais il n'en est rien et

le fait que nous partageons un même monde médiatique, n'entraîne pas du tout "une déterritorialisation généralisée" (p. 25). La recrudescence des régionalismes, nationalismes et fondamentalismes montre que les diverses visions particulières de la réalité forment une sorte de contrepoint à l'extension du réseau d'information mondial. Néanmoins les relations entre information et communication ne restent pas extérieures. Ce à quoi nous assistons, c'est, en raison de l'extension des systèmes et des technologies de l'information à ce que l'on pourrait décrire comme une "rationalisation du monde vécu" (Habermas), et sur quoi l'auteur reste ambivalent. Avec l'autonomisation et l'élargissement de la sphère de l'information, nous assistons en effet "à l'apparition d'une nouvelle modalité de rationalité, autonome par rapport aux règles de légitimation enracinées dans l'expérience concrète des différentes communautés humaines" (p. 32). Or cette extension a des conséquences sur la manière dont nous vivons notre expérience et donc dont nous communiquons. "De manière toujours plus imperceptible et naturalisée, les dispositifs d'information donnent forme aux valeurs culturelles de notre temps, non seulement à ses règles de fonctionnement mais surtout à ses stratégies de légitimation, constituant un milieu toujours plus autonome par rapport aux procédures communicationnelles spontanées et immédiates des communautés traditionnelles" (p. 34). Cette évolution peut aussi bien permettre "la libération des individus par rapport aux contraintes inhérentes au contrôle des communautés d'enracinement et d'appartenance, que neutraliser les solidarités concrètes et miner le fonctionnement de la vie collective".

L'ouvrage fourmille d'analyses intéressantes et pertinentes. Son unité n'est pas apparente (il est également un recueil d'articles sur des sujets divers), mais il y a une unité plus profonde, à la fois méthodologique et substantielle, dans la volonté de comprendre les transformations du monde contemporain de la communication et d'affiner les concepts et les théories susceptibles d'éclairer ces processus sous la multiplicité de leurs aspects.

André BERTEN

Norbert ELIAS – Eric DUNNING, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, 392 pages.

Quand le présent ouvrage a été publié pour la première fois en 1986, sous le titre *Quest for excitement. Sport and Leisure in the Civilizing Process*, Norbert Elias avait 89 ans et il travaillait sur la signification sociale du sport depuis plus de trente ans. En effet, c'est depuis 1954 que, dans la petite université de Leicester où il avait trouvé un poste, ce sociologue méconnu qui a fui l'Allemagne nazie en 1933 s'intéresse à ces questions qui ne figuraient pas parmi les sujets de recherche les plus prisés ni les plus reconnus dans le champ académique. On saluera comme il se doit la

traduction française de cet ouvrage et on suivra Pierre Lepape quand il écrit que “quand Elias parle du football, toute la complexité vivante du social s’affiche (...) [grâce à] (...) son art de faire jouer ensemble le social et l’historique, le psychologique et le biologique pour rendre compte au plus près d’une réalité humaine qui est toujours tout cela ensemble”¹. Le présent livre est en fait une reprise d’articles écrits (parus entre 1969 et 1976) soit par Elias seul, soit en collaboration avec un de ses anciens et fidèles étudiants devenu une référence en matière de sociologie du sport –Eric Dunning–, soit par ce dernier seul.

Livre multiple qui rompt avec certaines perspectives classiques de recherche dans le domaine des loisirs et des jeux (on peut penser, par exemple, aux travaux de Roger Caillois et de Johan Huizinga), *Sport et civilisation* montre très clairement pourquoi “la *sportization* des passe-temps traditionnels [en Angleterre] n’est pas séparable de l’établissement du régime parlementaire. L’un et l’autre postulent et la légitimité de la compétition, même rude, et l’exclusion de la violence destructrice de l’adversaire”². Ainsi, toujours en Angleterre, “ce n’est pas un hasard si les passe-temps plus violents et moins régulés des classes possédant la terre se sont transformés en ces passe-temps moins violents et plus régulés que l’on désigne par le terme moderne de «sport», cela justement à l’époque où ces mêmes classes sociales renonçaient à la violence et intériorisaient l’autocontrainte qu’exigeait la forme parlementaire de contrôle et surtout d’alternance des gouvernements”. En posant ce que d’autres auteurs pourraient nommer des “homologies structurales” et “en inscrivant le sport dans les mutations des formes de compétition pour le pouvoir politique, des contrôles exercés sur la violence et de la structure de la personnalité elle-même, Elias et Dunning en font un observatoire privilégié des évolutions de longue durée de la société occidentale”³.

Dans l’avant-propos, Roger Chartier insiste sur une forme de rupture conceptuelle et de nature qui paraît essentielle pour comprendre le travail d’Elias et Dunning et, de façon plus générale, pour tenter de comprendre les phénomènes sportifs contemporains. “La continuité du vocabulaire ou la similitude des gestes ne doivent pas égarer: entre les sports modernes et les jeux traditionnels, les différences sont plus fortes que les permanences (...). Les textes de *Sport et civilisation* mettent l’accent sur les données qui constituent le sport moderne dans sa spécificité: l’abaissement du degré de violence permise dans la mise en jeu des corps, l’existence de règles écrites et uniformes codifiant les pratiques, l’autonomisation du jeu (et du spectacle du jeu) par rapport aux affrontements guerriers ou rituels”⁴.

Dans une longue et très intéressante introduction, Norbert Elias explicite le positionnement qui est le leur en tant que chercheurs: “En tant que scientifique, écrit-il, je ne peux présenter le monde comme je

¹ P. LEPAPE, “La virilité bien tempérée”, *Le Monde*, 18-11-94.

² R. CHARTIER, “Avant-propos”, p. 21.

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ *Ibid.*, p. 13.

souhaiterais qu'il soit. Je ne suis pas libre de le présenter autrement que je le découvre" (p. 78).

La liste des titres des 10 articles qui suivent montre, de façon évidente, les sujets de préoccupation des auteurs, les angles d'investigation qu'ils favorisent et les associations compréhensives qu'ils mettent en œuvre: La quête du plaisir dans les loisirs (E, D)¹, Les loisirs dans le spectre du temps libre (E, D), La genèse du sport en tant que problème sociologique (E), Sur le sport et la violence (E), Le football populaire dans l'Angleterre médiévale et prémoderne (E, D), La dynamique des groupes sportifs et l'exemple du football (E, D), La dynamique du sport moderne: la recherche de la performance et la valeur sociale du sport (D), Lien social et violence dans le sport (D), La violence des spectateurs lors des matchs de football: vers une explication sociologique (D et al.), Le sport fief de la virilité: remarques sur les origines sociales et les transformations de l'identité masculine (D).

L'approche générale développée dans l'ouvrage est centrée sur l'analyse des processus sociaux, entre autres historiques, et sur la méthode comparative. Partant et (re)définissant des notions aussi riches et plurielles que celles, parmi d'autres, de "configurations", de "spectre", d'"actions routinières", de "schémas d'interdépendance", de "démocratisation fonctionnelle", de "schéma de jeu" ou encore de "libération contrôlée des émotions", les auteurs axent leur réflexion sur un élément central: "l'omniprésence et la permanence du contrôle de l'excitation" (p. 94). Ainsi, le sport –que les auteurs classent parmi les activités ou jeux mimétiques– plus que de réprimer ou de libérer les tensions, participe à la création de tension puisqu'il est un des seuls lieux (et temps) où le "procès de civilisation" permet leur manifestation. "En fait, à travers l'institution du loisir, la société, en se développant, a laissé une certaine latitude pour permettre un affaiblissement modéré des contrôles adultes, un «dé-contrôle», une libération modérée des individus au moyen d'une excitation des affects également modérée – un éveil des émotions tempéré qui peut contrebalancer l'effet étouffant qu'auraient facilement ces contrôles sans de telles institutions sociales" (p. 158). Dans une perspective générale qui peut, d'un certain point de vue, être qualifiée d'évolutionniste –en regard de la notion même de procès de civilisation–, les auteurs montrent comment le contrôle et la stimulation des émotions varient d'une société à l'autre et insistent sur les relations d'interdépendance qu'il y a entre le "niveau de violence symbolisée" et "les caractéristiques structurelles des différentes sociétés". En bref, "la «sportification» s'est manifestée comme une avancée du procès de civilisation comparable, dans son orientation générale, à la «curialisation» des guerriers où le durcissement des règles de l'étiquette a joué un rôle significatif" (p. 206).

Pour Elias le sport est, en fin de compte et principalement, une "forme organisée de tension de groupe" et il défend l'idée qu'il est une "des grandes inventions sociales que les hommes ont faites sans les avoir planifiées. Il

¹ Afin de préciser le(s) nom(s) d'auteur(s) de chaque article, nous utilisons "E" pour N. ELIAS et "D" pour E. DUNNING.

permet aux individus de se libérer dans l'excitation d'une lutte qui nécessite effort physique et adresse, mais minimise les risques de blessure grave" (p. 225).

Notons encore que les auteurs pensent que tous les sports sont "affectés par les principes antinomiques du jeu et du spectacle" et qu'ils montrent clairement les rapports distinctifs et d'interdépendance entre le sport amateur, le sport professionnel (ou le sport de haut niveau). Sans pouvoir, dans le cadre d'un compte rendu, aller plus loin et développer davantage les analyses présentées, nous ne pouvons qu'inviter les lecteurs à "se frotter au texte" pour découvrir (peut-être) des auteurs et des points de vue de recherche assez stimulants et incitants bien que nécessitant recadrage et confrontation interprétative. Pour ce faire, il ne nous paraît pas inutile de renvoyer à ce que Norbert Elias écrivait dans un autre ouvrage à propos des objectifs de la recherche en sociologie: "Considéré sur une assez longue période, le cours des processus sociaux est aveugle, incontrôlable, tout comme l'est le déroulement d'un jeu. La tâche de la recherche sociologique est précisément de rendre ces processus aveugles et incontrôlables plus accessibles à l'entendement humain. Il s'agit, en les expliquant, de permettre aux hommes de s'orienter dans le réseau d'interpénétrations créé par leurs actions et leurs besoins –qui de prime abord leur paraît peu transparent– et de leur donner enfin la possibilité de mieux diriger ces processus"¹.

Gérard DERÈZE

Pascal ENGEL, *Introduction à la philosophie de l'esprit*, Paris, La Découverte, 1994, 253 pages.

Le monde francophone découvre peu à peu les vastes champs de la "philosophy of mind" et du "mind-body problem", le problème des rapports entre les états mentaux et leurs soubassements neurophysiologiques, ou, en termes informatiques, entre le software et le hardware. Pascal Engel n'est pas pour rien dans la diffusion de cette pensée, non seulement parce qu'il a déjà traduit des textes essentiels², mais surtout parce qu'il présente de façon claire les questions et les débats philosophiques qui sont au cœur de ce qu'on appelle aujourd'hui les "sciences cognitives". Le domaine exploré est en lui-même classique: c'est celui de la "conscience", thème habituel de la philosophie réflexive, ou celui de "l'intentionnalité", thème central de la phénoménologie. Mais ce domaine est aujourd'hui complètement renouvelé en raison

¹ N. ELIAS, *Qu'est-ce que la sociologie?*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 1991, p. 189.

² Par exemple, les ouvrages de D. C. DENNETT, *The intentional Stance (La stratégie de l'interprète. Le sens commun et l'univers quotidien*, Paris, Gallimard, 1990) et *Consciousness explained (La conscience expliquée*, Paris, Odile Jacob, 1993).

d'une part de l'approche dite "analytique", d'autre part du développement des recherches dans les domaines de la linguistique, de la neurophysiologie du cerveau, de la psychologie cognitive et de l'informatique. Il s'agit de recherches en pleine évolution, encore disparates, mais ouvrant des perspectives extrêmement riches et prometteuses. Personnellement, je pense qu'il s'agit de recherches décisives également en ce qui concerne, sinon une "théorie de la communication", pour le moins la compréhension de la communication humaine.

L'introduction est un remarquable résumé des cheminements de la pensée philosophique, de Frege et Husserl jusqu'à maintenant, montrant comment le divorce entre la psychologie et la philosophie fait place aujourd'hui à une nouvelle convergence permettant de poser de façon neuve et féconde les problèmes du "sens" et de l'esprit (p. 6-9). L'auteur revendique le droit de parler philosophiquement de l'esprit, non pas au sens "spiritualiste" et anti-scientifique que certains donnent à ce terme, mais pour désigner une "enquête *philosophique*" portant sur les phénomènes mentaux, tenant compte des recherches scientifiques sur le sujet, sans se confondre avec elles (p. 3). Il refuse à la fois l'idée que nos conceptions communes concernant les "croyances", les "désirs", les "intentions", etc. pourraient être élucidées par une simple analyse du fonctionnement du langage, sans devoir rien aux découvertes des sciences (des neurosciences par exemple), et l'idée "éliminativiste" selon laquelle les découvertes des neurosciences rendront totalement caduques et inutilisables les résultats de la psychologie populaire et la logique des attitudes propositionnelles. L'ouvrage examine alors ces questions en discutant les positions des principaux protagonistes actuels: Putnam, Davidson, Churchland, Ryle, Kripke, Dennett, Dretske, etc.

La question centrale est celle de la "causalité mentale" (traitée thématiquement au chapitre 1): comment nos états mentaux sont-ils susceptibles d'avoir des effets sur notre comportement physique? L'auteur montre que, pas plus que le dualisme cartésien, le béhaviorisme ne peut fournir un modèle explicatif cohérent de la causalité mentale. Les thèmes abordés tournent essentiellement autour de la nature des croyances, du statut de l'explication psychologique (qu'il s'agisse de la psychologie populaire ou de la psychologie cognitiviste) et de la possibilité d'un matérialisme non réductionniste (p. 17). Engel adopte, en fin de compte, une conception qu'on peut caractériser comme «interprétationniste» et qui se définit comme un "matérialisme, identifiant les événements mentaux à des événements physiques. Elle soutient que les états mentaux sont réels, mais que leur contenu dépend, dans une large mesure, de la perspective que prend un interprète qui les attribue, en sorte qu'il n'existe par de «texte» qu'on puisse déchiffrer dans le cerveau. Elle soutient enfin que les contraintes normatives de rationalité qui pèsent sur ces attributions rendent très difficile un naturalisme radical" (p. 18-19). Acceptant ainsi un certain réalisme des "états de croyances", mais soutenant également une indétermination des "contenus" intentionnels, l'auteur conclut: "Il y a un point sur lequel l'interprétationnisme a raison: les contenus de nos croyances et des autres états intentionnels sont *essentiellement* liés à la posture interprétative que nous prenons vis-à-vis d'eux" (p. 219).

Le chapitre 2 s'attaque à l'éliminativisme et défend l'idée que l'on peut faire fond sur les descriptions de la psychologie populaire, ou de la psychologie intentionnelle comme niveau d'explication cognitive "à la fois légitime et indispensable" (p. 70), descriptions impliquant des attributions de croyances auxquelles doivent correspondre une certaine réalité (réalisme faible). Le chapitre 4 part de la question de savoir si les animaux "pensent" et aboutit à la conclusion que si nous soutenons une position réaliste sur les croyances, les systèmes cognitifs animaux n'atteignent pas la complexité syntaxique et réflexive qui serait nécessaire pour que l'on puisse leur attribuer des croyances, mais qu'un réalisme modéré, lié à une position interprétationniste, permet de concevoir les croyances selon la métaphore de la "carte", ayant à la fois une fonction de représentation (même si ce qu'elle représente n'est pas la réalité externe) et une fonction pragmatique d'orientation puisque l'usage d'une carte dépend de la manière dont on l'interprète. Je suppose, bien que Engel ne le dise pas, que cette conclusion permet d'attribuer aux animaux –du moins aux plus évolués d'entre eux– des "croyances", au sens pragmatique défendu ici. Le chapitre 5 est une discussion technique de l'ouvrage de Fred Dretske, *Knowledge and the Flow of Information* (1981) et veut montrer qu'il n'est pas possible de naturaliser totalement les contenus intentionnels. Le chapitre 7 est une remarquable discussion de la question de l'identité personnelle à partir des thèses de Derek Parfit, dans *Reasons and Persons* (1984), affirmant que celle-ci n'est rien d'autre que les faits de continuité psychologique qui la constituent. Le chapitre 8 analyse les différentes définitions possibles de la "conscience" et défend l'idée que la conscience existe, sans qu'il ne soit nécessaire de supposer un moi substantiel.

Je me propose de discuter de façon plus étendue les chapitres 3 ("Théories de l'interprétation et théories de l'esprit") et 6 ("Images mentales et psychologie cognitive") parce qu'ils donnent une bonne idée de l'ensemble et qu'ils touchent également des thèmes mettant en évidence les liens entre une théorie de l'esprit et une théorie de la communication.

La question posée dans le chapitre 3 est de savoir comment nous interprétons les états mentaux d'autrui. Engel parcourt d'abord trois théories concernant la manière dont nous attribuons des états mentaux (et la question de savoir dans quelle mesure ces attributions sont vraies). Ce sont trois conceptions de l'interprétation. En premier lieu, les *conceptions rationalisantes*, telles celles de Quine, de Davidson ou de Dennett. On sait que pour Quine la traduction –et par conséquent l'attribution de significations au langage des locuteurs– est toujours indéterminée. Cela est vrai également de l'attribution de croyances et de contenus intentionnels en général "puisque assigner une signification aux phrases émises par un locuteur c'est aussi lui assigner certaines croyances et autres états mentaux. Il s'ensuit que les contenus mentaux et intentionnels sont tout aussi indéterminés que peuvent l'être les contenus sémantiques" (p. 73). Mais si nous pouvons malgré tout communiquer, c'est parce que nous adoptons le "principe de charité": "nous devons supposer que les croyances de ceux dont nous interprétons le langage et les états mentaux sont non contradictoires et rationnelles, faute de quoi nous ne

pourrions même pas seulement *envisager* de traduire leur langage” (p. 74). Davidson étend le principe de charité au-delà de la seule cohérence logique des croyances d'autrui: “il suppose en outre que la plupart de ces croyances sont vraies” (p. 74), non au sens d'une vérité définitive, mais d'une attribution de valeur de vérité (que nous pourrions toujours corriger ou réviser). C'est aussi l'attitude de Dennett, quand il propose d'interpréter autrui comme un “système intentionnel”, capable d'avoir des états mentaux et des contenus intentionnels (même s'il se révèle en dernière instance ne pas en avoir). On suppose ensuite qu'un système intentionnel est optimalement rationnel et si ces principes d'interprétation se révèlent inadéquats, ce qui est fréquent, on les «révise à la baisse» “jusqu'à ce que, par un processus d'équilibrage progressif, on parvienne à la théorie de ses états mentaux qui s'accorde le mieux avec les données disponibles...” (p. 75). En second lieu, il y a la *théorie de la psychologie populaire*, qui affirme, à la suite de Lewis et Fodor, que les principes d'interprétation ne sont pas des principes normatifs de rationalité; mais des «lois», c'est-à-dire des généralisations empiriques que nous employons dans nos explications usuelles du comportement (p. 76). Il s'agira ensuite d'établir quelles sont les architectures cognitives qui sous-tendent ces “lois”. Interpréter le comportement et les croyances d'autrui, c'est alors “simplement utiliser les généralisations de la psychologie populaire pour expliquer et prédire le comportement, sur la base des données physiques et comportementales disponibles” (p. 77). Reste enfin la *conception «projectiviste»*, plus proche des interprétations psychologiques classiques, défendue par exemple par Alvin Goldman: nous interprétons les états mentaux d'autrui par analogie avec les nôtres: il s'agit de pratiques projectives, toujours particulières parce que variant d'un individu à un autre. Goldman estime en effet que les théories rationalisantes sont peu plausibles (les individus agissent souvent de façon peu rationnelle), de même que les soi-disant “lois” de la psychologie populaire. Il s'appuie plutôt sur les résultats de la psychologie du développement et sur les activités d'imitation, de mime et de faire semblant des enfants, c'est-à-dire des activités qui mettent en œuvre des capacités de se mettre à la place d'autrui en projetant ses propres états mentaux sur autrui. Engel soutient “que, si «psychologiser» l'interprétation signifie adopter la conception projectiviste ou simulatrice, alors il n'y a pas de raison déterminante pour nous faire adopter cette conception plutôt qu'une conception rationalisante, et que si la psychologie doit guider notre conception de l'interprétation, alors c'est plutôt l'approche en termes d'une théorie populaire qui paraît la plus prometteuse” (p. 83). Il discute ensuite une série d'expériences faites sur des enfants pour montrer que l'on n'a pas besoin d'imaginer des “projections”, mais que si nous attribuons à autrui certains états mentaux ou certaines croyances, nous devons avoir une certaine “théorie de l'esprit”, c'est-à-dire certaines règles d'interprétation, règles qui peuvent bien sûr être revues dans la mesure où elles semblent infirmées par le comportement d'autrui.

Cette discussion permet de se faire une idée claire de ce que sont les théories de l'interprétation dans le cadre du cognitivisme contemporain. Engel récusé très clairement et avec raison l'idée que l'on pourrait identifier

ou individualiser des contenus de croyances et mettre en équivalence un contenu déterminé avec un état interne, physique ou symbolique. Il soutient avec Davidson le caractère “holistique” des croyances, c'est-à-dire l'idée qu'une croyance déterminée est toujours en relation avec un très grand nombre d'autres croyances et ne peut être de ce fait isolée. C'est ce “qui fait qu'un état d'esprit peut difficilement s'attribuer et se définir indépendamment d'autres états”: “il y a trop de choses dans l'esprit qui dépendent de ce qui n'est pas lui” (p. 11). C'est d'ailleurs ce qui justifie le caractère “interprétationniste” de la théorie. Si l'on se représente l'activité mentale comme un flux continu d'interactions entre un système et son environnement –et il est difficile d'échapper à une telle représentation– le caractère indéterminable de ce que serait un état mental saute aux yeux. Ce n'est que dans une opération d'interprétation que nous prélevons sur ce flux ce que nous pouvons considérer comme une configuration de croyance. Par exemple, nous croyons qu'il va faire beau demain –mais nous le croyons plus ou moins, et cette croyance varie d'un moment à l'autre en fonction de toute une série d'événements externes (modifications atmosphériques imperceptibles, bulletin météorologique, avis d'un voisin, etc.) ou internes (irruption d'un souvenir associatif, poussée de pessimisme, etc). Comment ce flux peut-il être stabilisé? Il est probable que nous ne stabilisons (relativement) ce flux que pour des raisons pragmatiques (“vais-je ou non acheter un parapluie?”). Mais cette stabilisation ne signifie pas du tout qu'il y a une croyance définissable: il faut soutenir l'indétermination radicale non seulement de la signification, mais des états mentaux eux-mêmes. De ce point de vue, il n'y a pas et ne peut y avoir deux états mentaux identiques. Cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas interpréter autrui et ses états mentaux, mais qu'il s'agit toujours d'une simplification à usage pratique, jamais d'une description adéquate.

L'attribution d'états mentaux à autrui fait surgir la question de savoir quelle est la forme de ces états mentaux. Si les états mentaux ont en effet une structure “propositionnelle”, il est sans doute plus facile d'attribuer correctement un état mental à autrui que s'ils ont une structure iconique ou analogique. C'est de cette question que traite le chapitre 6, “Images mentales et psychologie cognitive”, où Engel soutient la thèse selon laquelle il se peut très bien qu'il y ait, à côté des représentations analogiques ou iconiques, également des représentations propositionnelles. “Il n'y a aucune raison *a priori* qui interdirait de dire que certains processus mentaux, comme les pensées et la production du langage, ont un haut degré de systématité qui les rend susceptibles d'être «digitaux» et cognitivement pénétrables, alors que d'autres processus, comme les perceptions et les images manifestent moins de systématité et plus de traits ‘analogiques’, et relèvent donc d'un système distinct de représentation mentale” (p. 162). On pourrait dire que cette dualité de représentations permet de soutenir une compréhension double de la communication. D'une part, on peut penser qu'il y a une certaine pertinence dans les théories de la communication basées sur le “code” (entendu au sens large et incluant des théories comme celles de Chomsky par exemple). Cela ne signifie pas du tout qu'il y ait une identité sémantique des

représentations, c'est-à-dire qu'aux mêmes symboles linguistiques correspondraient des représentations –iconiques, ou purement symboliques dans un langage de la pensée ou “mentales”, selon l'expression de Fodor– mais cela signifie que l'on peut supposer une forme d'identité procédurale: les processus de traitement de l'information doivent, d'une certaine façon, fonctionner de la même façon pour qu'une communication soit possible. Il est à remarquer que ces procédures ne sont pas des représentations mais des procédures de production de représentations. D'autre part, s'il est plausible qu'il y ait des représentations de type iconique ou analogique, et si effectivement elles sont mises en œuvre dans les processus d'interprétation d'autrui –aussi bien dans les interprétations de son comportement que dans celles de ses énoncés– on doit également présupposer un certain universalisme de ces représentations –lié sans doute à notre posture corporelle et au fait que la connaissance est incarnée (comme l'avait soutenu Merleau-Ponty et comme le reprend aujourd'hui Varela). Mais il ne peut s'agir là que d'une hypothèse heuristique, permettant de coordonner notre action avec celle d'autrui, mais une hypothèse en dernière instance indécidable.

André BERTEN

Marcel FOURNIER, *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1994, 844 pages.

En introduction de l'avertissement à la deuxième édition du *Manuel d'ethnographie*¹ de Marcel Mauss, Denise Paulme, qui a recomposé le “manuel” à partir des notes prises pendant plus de dix ans à l'Institut d'ethnologie –fondé en 1925–, écrit que “l'enseignement de Marcel Mauss a marqué un moment décisif non seulement pour l'ethnographie, mais dans la croissance des sciences humaines en général”. C'est en quelque sorte à la démonstration de cette affirmation que nous invite Marcel Fournier, professeur à l'université de Montréal. En effet, la longue et copieuse biographie qu'il propose réussit à mettre en lumière tant les lignes maîtresses de l'œuvre, de l'enseignement, de la personnalité, de l'engagement politique de M. Mauss (1872-1950) que les contingences et les particularités de l'époque.

Conscient de l'importance de considérer de façon complexe et reliée ces différents éléments et “constituants”, l'auteur insiste sur le fait qu'“écrire la biographie intellectuelle d'un savant, c'est tout à la fois cerner son caractère –un tout singulier de facultés, d'habitudes, d'humeurs, de forces physiques et mentales–, faire l'histoire des gens et des disciplines (histoire des religions, ethnologie, sociologie) qu'il a fréquentés, et enfin, comme le

¹ Petite Bibliothèque Payot, 1967 (1ère éd. 1947).

suggère André-Georges Haudricourt¹ [qui fut son élève dès 1932], penser l'œuvre dans son contexte" (p. 11-12).

Un des mérites principaux de ce livre est probablement de réinstaurer Mauss au cœur même des dynamiques scientifiques qu'il a contribué à perpétuer, à engager, à déployer, à enrichir. Comme le note très justement Didier Éribon, si Mauss "continue d'être une référence majeure dans la pensée française, et [si] les plus éminents représentants de la recherche en sciences humaines, de Dumézil à Bourdieu en passant par Louis Dumont, Jean-Pierre Vernant (...), n'ont cessé de proclamer leur dette à son égard, au fond il n'a jamais quitté son statut de maître de l'ombre. On accède plus souvent à l'œuvre de Mauss à travers ceux qu'il a marqués qu'en lisant ses propres textes"². Il était donc utile de rendre à Marcel Mauss la place qui est la sienne, c'est-à-dire celle d'un scientifique-pivot qui fut tout autant un continuateur qu'un initiateur. Neveu d'Émile Durkheim (mort en 1917), il fut de toutes les aventures, de tous les projets, dont un des plus marquants fut certes *L'Année sociologique*, cette revue qui les captiva et les occupa tant. Acteur important de ce qu'on allait appeler plus tard "l'école de sociologie française", Marcel Mauss fut à la fois un héritier, un fondateur et un déclencheur au sens où il fut parmi ceux, et c'est extrêmement clair pour la France, qui permirent et stimulèrent le passage d'une anthropologie de bibliothèque à un véritable travail de terrain.

Marcel Mauss n'a jamais écrit de livre mais sa production d'articles, de mémoires, de notes critiques et de comptes rendus est impressionnante. Il suffit pour s'en assurer de consulter la bibliographie de 54 pages que nous offre, en fin de volume, Marcel Fournier. Marcel Mauss n'a jamais véritablement "fait de terrain" ("Mauss se plaint de son inaptitude aux voyages; il quitte difficilement les gens qu'il aime", p. 131) et pourtant, au travers de ses "Instructions d'ethnographie descriptive", il fut un instigateur et un novateur. Marcel Mauss, agrégé de philosophie et grand spécialiste de l'histoire des religions, peut être considéré aujourd'hui comme un des pères fondateurs de la sociologie et de l'anthropologie françaises. Sans nous attarder ici à la carrière scientifique de Mauss (École pratique des hautes études, Institut d'ethnologie, Collège de France), il est indispensable de constater combien il fut un homme "un et multiple", à la fois fidèle et innovateur.

"Parmi les écrits de Mauss, l'*Essai sur le don* est le mieux connu, le plus fameux: c'est son œuvre capitale [selon Maurice Lévy-Strauss], son chef-d'œuvre [selon Claude Lévi-Strauss]. Pour la première fois dans l'histoire de l'ethnologie, un effort est fait pour «transcender l'observation empirique et atteindre des réalités plus profondes» [selon l'expression de C. Lévi-Strauss],

¹ "Je n'ai pas l'impression que Marcel Mauss aurait été d'accord pour que l'on étudie ses écrits indépendamment de l'époque et des circonstances où il a été amené à les écrire (...). A mon avis la grandeur de Mauss doit être appréciée par rapport à ses contemporains et à l'impulsion qu'il a donnée à la recherche en France" (A.-G. HAUDRICOURT, "Souvenirs personnels", *Collection de l'Arc*, Paris, Duponchelle, 1990, p. 89).

² *Le Nouvel Observateur*, 13-10-94, p. 52.

pour toucher, selon l'expression de Mauss lui-même, un des rocs humains sur lesquels sont bâties nos sociétés" (p. 518). En mettant l'accent sur la complexité et les interrelations actives dans la vie des "primitifs", M. Mauss a introduit une notion qui reste très présente aujourd'hui et qui mériterait un réexamen tout à fait contemporain: le "fait social total". Il écrivait lui-même à ce propos (dans l'*Essai sur le don*): "Il y a dans cette façon de traiter un problème un principe heuristique que nous voudrions dégager. Les faits que nous avons étudiés sont tous, qu'on nous permette l'expression, des faits sociaux *totaux* (...): c'est-à-dire qu'ils mettent en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions (...). Tous ces phénomènes sont à la fois juridiques, économiques, religieux, et même esthétiques, morphologiques..." (p. 522).

Partisan d'une "sévère discipline inductive", de la méthode comparatiste et défenseur d'une sociologie "en même temps générale et cependant concrète", Mauss n'a jamais transigé sur les exigences méthodologiques du travail et de l'explication sociologiques. A ces exigences fondamentales s'est très souvent mêlé un sentiment d'urgence quant au développement indispensable des recherches ethnographiques dans lesquelles la France faisait, pour lui, "maigre et pâle figure". "Comme les autres sciences de plein air, zoologie, botanique, géologie, ... l'ethnographie exige, en tant que «science de l'observation», trois ordres de travaux et trois ordres d'institutions: elle a besoin d'abord de travaux sur le terrain, puis de musées et d'archives, enfin d'enseignement" (p. 357).

Deux autres éléments –liés l'un à l'autre– nous paraissent particulièrement importants et très clairement exposés et traités dans le livre de M. Fournier. D'abord, ce que nous appellerions la dimension affective ou relationnelle. Mauss était tout le contraire d'un professeur bougon ou renfermé et d'un ami terne ou peu présent. "D'une grande sociabilité, accordant une grande valeur à l'amitié, Marcel trouve plaisir à la vie: impulsif, pour ne pas dire impétueux, il s'enflamme pour un rien, toujours prêt à passer à l'action" (p. 150). Ensuite, la dimension politique. Penseur militant et grand admirateur de Jaurès, Marcel Mauss n'hésita jamais à mettre "la main à la pâte" en s'engageant très concrètement, par exemple, dans le mouvement coopératif, dans la fondation du journal *L'Humanité*, dans le soutien à la non-adhésion des socialistes français à Moscou (Mauss s'est toujours opposé à la violence révolutionnaire et à la révolution de 1917) ou encore en étant, dans les années 30, parmi les premiers signataires du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Intellectuel engagé, Mauss, tout en insistant sur la nécessaire séparation de la politique et de la sociologie, est très préoccupé par l'application de la science. "Qu'est-ce que la sociologie peut apporter? Le premier service que les sociologues peuvent rendre consiste à prendre la politique comme objet d'étude et à montrer à quel degré «les problèmes politiques sont des problèmes sociaux» (...). Tel est, selon Mauss, le premier temps d'une politique positive: «savoir et dire aux sociétés en général, et à chacune d'elle en particulier, ce qu'elles font, où elles vont». Dans un second temps, et seulement dans un second temps, il sera possible de dire si les sociétés font bien, pratiquement et idéalement,

d'aller dans telle ou telle direction; il sera également possible de formuler des diagnostics et de proposer avec une certaine sûreté des thérapies. «Ce jour-là, pense Mauss, la cause de la sociologie sera gagnée. L'utilité de la sociologie s'imposera» (p. 539).

En définitive et en reprenant la formule de Jean Cazeneuve (*Encyclopædia Universalis*), peut-être doit-on avant tout retenir, de cet ouvrage extrêmement bien documenté mais manquant parfois d'une certaine distance critique, que Marcel Mauss "sut former des chercheurs, éveiller des vocations, et [que] ses œuvres ont souvent ouvert des horizons, tracé des voies pour d'autres savants qui, après lui, ont suivi l'impulsion et révélé la richesse de ses découvertes". Si tout cela fut possible, c'est probablement, comme il l'écrivait lui-même, parce qu'il a voulu, tout au long de sa carrière, mettre en valeur et en action "le sens du travail en commun, en équipe, la conviction que la collaboration est une force opposée à l'isolement, à la recherche prétentive de l'originalité" (p. 13).

Gérard DERÈZE

Édité par Guy HAARSCHER et Boris LIBOIS, *Les médias entre droit et pouvoir. Redéfinir la liberté de la presse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, Collection de philosophie politique et juridique, 1995, 124 pages.

C'est dans une perspective multidisciplinaire, intégrant les approches historiques et juridiques dans un cadre philosophique général, que cet ouvrage propose une intéressante mise en cause du statut et du rôle des médias. Il s'agit d'éclairer les rapports actuels entre droit, pouvoir et médias. Les auteurs attirent l'attention sur la confusion persistante entre la mise en œuvre de la liberté de la presse dans les régimes autoritaires et les conditions de son exercice dans les sociétés démocratiques. Les atteintes à la liberté de la presse proviennent autant du pouvoir économique que du pouvoir politique, expliquent-ils. Subsidiations arbitraires, concentrations et tentatives de reprise en main musclée sont autant d'indices relevés dans ce plaidoyer pour l'élaboration d'un nouvel espace public. C'est sans doute en appelant de leurs vœux un «basculement» des conceptions de la liberté de la presse que les auteurs se rapprochent le plus des enjeux qu'ils décrivent. Il est vrai que les professionnels des médias opéreraient, pour la plupart, une véritable révolution s'ils cessaient de considérer la liberté de la presse comme un droit privé. Ils gagneraient sans doute en clarté et en assurance s'ils lui rendaient sa fonction publique. Mais il est clair que leurs attentes vis-à-vis des observateurs des médias sont, dans l'immédiat, d'une nature bien plus pragmatique. Il n'empêche que cette lecture de l'évolution des rapports entre communication, droit et pouvoir au sein de l'espace public, éclairera

sans aucun doute par cette mise en perspective les recherches consacrées aux pratiques et représentations journalistiques.

Boris Libois, qui est un des coordinateurs et auteur de cet ouvrage, avait l'année dernière proposé une réflexion similaire en publiant «Éthique de l'information». Cet ouvrage s'interrogeait sur les insuffisances de la déontologie et sur la nécessité d'opposer un contre-pouvoir au quatrième pouvoir. Déjà, Boris Libois revendiquait une remise en question du rôle des médias, justifiée par la crainte de les voir se retourner contre la démocratie.

C'est dans ce même esprit qu'on pourra lire «Les médias entre droit et pouvoir» que ses auteurs ont sans ambiguïté sous-titré «Redéfinir la liberté de la presse». Cette approche ne prétend pas prendre à bras le corps le détail et la quotidienneté des pratiques journalistiques. Mais s'il faut distinguer, parmi ces réflexions, des solutions concrètes à la crise de la presse, il faut sans doute évoquer, comme le faisait Boris Libois, l'exemple américain de la «fairness doctrine» obligeant les télévisions à consacrer une partie de leur temps d'antenne à la discussion des enjeux publics, tout en accordant des possibilités d'expression des divers points de vue représentatifs.

Reconnue non conforme à la constitution sous l'ère Reagan, la «fairness doctrine» ne va pas sans poser de nombreuses questions sur son application. Mais certaines des pistes évoquées par Boris Libois semblent plus proches de la réalité médiatique. Pourquoi ne pas ainsi promouvoir l'adoption par chaque média des textes déontologiques reconnus par la profession, en l'accompagnant de la création d'instances internes chargées de leur application? Pourquoi ne pas conditionner les aides publiques à la presse à la reconnaissance par les éditeurs d'une société de journalistes dotée de pouvoirs internes?

En deçà de ce cadre de réflexion applicable aux pratiques médiatiques, on retiendra surtout la fine analyse de la compréhension classique de la liberté de la presse comme combinaison de deux droits individuels : la liberté d'expression et la liberté de la presse. Ce livre s'applique, en effet, à montrer comment cette représentation «aboutit à déposséder les journalistes, d'abord, et les individus, ensuite (et surtout), de toute possibilité d'accès et de représentation non arbitraire à l'espace public médiatique».

Benoît GREVISSE

Henri-Pierre JEUDY, *La communication sans objet*, Bruxelles, La Lettre volée, coll. "Essais", 1994, 111 pages.

Dans la société de communication, l'objet perd son sens, l'homme devient objet, et la perversion du sens se généralise. Avec les réseaux et l'informatique de synthèse, l'objet n'est (presque plus) un objet: au même titre que l'individu, il devient le maillon d'un réseau. Il devient image de lui-même, tandis que l'homme se convertit en image de marque et en objet de

destin. Là où domine l'image virtuelle, chacun de nous devient une star en puissance, dès qu'il joue le jeu de la communication et s'épuise à perdre tout autre sens, et que la communication se joue de lui.

Sociologue du jeu, prenant la sémiologie et l'anthropologie comme modes d'approche des éléments de la société de communication (gestes, comportements, objets, images, images virtuelles), Henri-Pierre Jeudy cherche surtout à rendre apparents ce que nous pourrions sans doute appeler la contamination du sens et le sens de la contamination, dans les diverses formes qu'ils peuvent prendre: pétrification, vampirisation, collision des logiques de destruction et de conservation, dislocation du sens, évanescence.

Dans cette quête, il s'intéresse tout particulièrement aux objets de la "société de consommation" les plus insignifiants: le boîtier, la boîte noire, le walkman, la chaise "design" à trois pieds, la prothèse, la télécommande, l'objet bio-dégradable (objets largement sans valeurs symboliques), et aux objets virtuels devenus images d'objets, qu'il met en parallèle avec les sujets devenus images d'eux-mêmes. Il n'hésite pas à réinterpréter dans ce système qui se met en place les fonctions de l'emballage comme habillage symbolique, du regard comme pétrification ou approche muséale des objets, du savoir-faire comme rupture avec les objets, les gestes de haute précision tendant à devenir autonomes des objets auxquels antérieurement les pratiques les reliaient, de l'image comme duplication et réplication à l'infini, ou encore du déchet comme avenir potentiel des objets de la modernité voués à disparaître, tandis que les images et les informations se stockent et se conservent.

Dans cette perspective, seule la mémoire ou le patrimoine –dans leur complémentarité ou leur opposition– deviennent capables de resémantiser les objets, les gestes et les expériences, les sujets devenant grâce à leur intermédiaire susceptibles de reproduire des liens symboliques.

La communication sans objet prolonge ainsi une réflexion déjà entamée par Henri-Pierre Jeudy dans de nombreux essais consacrés aux acteurs en réseaux et aux "ruses de la communication" (titre d'un de ses ouvrages paru en 1989). Il répond aussi, tout en les amplifiant, aux propos critiques portés par Jean Baudrillard, Lucien Sfez et Paul Virilio sur la société de consommation, de communication et de virtualisation, en montrant l'émiettement et l'emboîtement des divers éléments constitutifs de cette société, traversée par les réseaux techniques de la communication, davantage décomposée et sans objet(s), que reliée et soudée.

Notons que le mode d'écriture et la dynamique de la pensée de l'auteur réserveront sans doute la lecture de l'ouvrage à ceux qui aiment vagabonder dans des textes esthétiques et poétiques et voir leur propre réflexion éveillée et stimulée par un essai. L'insertion dans une (belle) collection d'ouvrages en général vouée aux études artistiques et philosophiques s'avère des plus pertinentes à cet égard.

Pierre LÉVY, *L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace*, Paris, La Découverte, coll. "Science et société", 1994, 243 pages.

Ce livre, comme le note P. Lévy lui-même dans une note en bas de page, n'est qu'une "note marginale au pied des arbres de connaissances qui poussent aujourd'hui dans des entreprises, des écoles, des universités, des quartiers, et qui donnent un sens technique et social concret à mes propos sur l'intelligence collective" (p. 28). De fait, il faut avoir en tête l'image de ces nouveaux dispositifs (informatiques) de communication des savoirs que P. Lévy dessinait dans "Les arbres de connaissances"¹ pour bien saisir le sens et la portée de sa réflexion anthropologique autour du concept d'intelligence collective. Réflexion riche et complexe parcourant les multiples dimensions (technique, politique, économique, éthique, esthétique, etc.) du lien social et du nouvel espace du savoir qui pourrait émerger si du moins les hommes en font le projet. Car il n'existe pas de déterminisme simple. "Des choix politiques et culturels fondamentaux s'ouvrent devant les gouvernements, les grands acteurs économiques, les citoyens. Il ne s'agit donc pas de raisonner seulement en termes d'*impact* (quel serait l'impact des "autoroutes électroniques" sur la vie politique, économique ou culturelle?), mais aussi de *projet* (à quelle fin voulons-nous développer les réseaux numériques de communication interactive?)" (p. 10).

Autant qu'une réflexion sur le lien social et les nouvelles technologies, le livre est donc la proposition d'une vision, le déploiement d'un imaginaire positif, une sorte de récit faisant appel à l'imagination et au cœur, tablant même quelquefois sur la force mobilisatrice de quelques grandes figures mythique ou biblique, comme celle de Lot, ce seul juste de Sodome qui illustre l'acte d'hospitalité c'est-à-dire l'"acte de rendre l'individu à un collectif".

Le projet de l'intelligence collective tente précisément d'articuler d'une nouvelle manière l'individuel et le collectif dans un "nouvel espace du savoir". "L'Espace du savoir se met à vivre dès qu'on expérimente des relations humaines fondées sur ces principes éthiques de valorisation des individus par leurs compétences, de transmutation effective des différences en richesse collective, d'intégration à un processus social dynamique d'échanges de savoirs dans lequel chacun est reconnu comme une personne à part entière et ne se voit pas bloqué dans ses parcours d'apprentissage par des programmes, des prérequis, des classifications *a priori* ou des préjugés sur les savoirs nobles et ignobles" (p. 29).

¹ Cet ouvrage, publié avec Michel Authier aux Éditions de La Découverte en 1993, a été l'objet d'une note de lecture dans *Recherches en communication*, n° 1, 1994, p. 202-204.

Dans l'Espace du savoir, l'intelligence ne saurait se concentrer en un point, devenir source transcendante de connaissances. Le savoir, c'est ce que les gens savent et l'intelligence collective est "une intelligence partout distribuée, sans cesse valorisée, coordonnée en temps réel, qui aboutit à une mobilisation effective des compétences" (p. 29). L'intelligence collective suppose l'articulation et la valorisation mutuelle des singularités. L'"ingénierie du lien social", à laquelle P. Lévy consacre la première partie de l'ouvrage, serait "l'art de faire vivre des collectifs intelligents et de valoriser au maximum la diversité des qualités humaines" (p. 33). En tant que technologie du politique, l'ingénierie du lien social userait de toutes les ressources des nouvelles technologies pour réaliser l'auto-organisation des collectivités. "On peut distinguer trois grands idéaux types parmi la variété des technologies politiques. Les familles, clans, tribus, sont des groupes *organiques*. Les États, les institutions, les Églises, les grandes entreprises, mais aussi bien les «masses» révolutionnaires sont des groupes *organisés*, des groupes molaires, qui passent par une transcendance ou une extériorité pour se constituer ou se maintenir. Enfin, les groupes *auto-organisés*, ou groupes moléculaires, réalisent l'idéal de la démocratie directe dans les très grandes communautés en situation de mutation et de déterritorialisation" (p. 60). Civilité assistée par ordinateur, la démocratie directe auto-organisée vise la constitution de "sujets collectifs d'énonciation", de "Nous", dont le modèle serait à chercher dans le modèle musical du chœur polyphonique improvisé dans lequel chaque individu doit à la fois écouter les autres, chanter différemment et mettre sa voix en harmonie avec celle des autres. L'électronique permettrait une polyphonie politique dans la mesure où elle substituerait aux médiations transcendantes (dieux, mythes, représentants...) des images représentant les individus de manière différenciée: "Du côté de l'immanence, fait office de médiateur entre le groupe et lui-même, un *outil* électronique tenu par des milliers de mains qui produit et reproduit continuellement une image-texte variée, une ciné-carte observée par des milliers d'yeux, structurée par les débats en cours et l'implication des citoyens. Le rôle de l'agora virtuelle n'est pas ici de décider à la place des yeux (rien à voir avec les grotesques projets de "machines à gouverner"), mais de contribuer à produire un *agencement collectif d'énonciation* animé par des personnes vivantes" (p. 76).

L'image, on le voit, constitue la base des dispositifs sémiotiques qui rendent possible l'intelligence collective, à condition qu'elle ne se mette pas seulement au service de la séduction, à condition autrement dit, qu'elle se mette au service de l'intelligence à travers les nouveaux langages d'images: pictogrammes animés, cinélangage interactif à support informatique, etc. "Stimulant de l'esprit humain, le nouvel intellect agent se définit alors comme une machine à rendre la pensée visible, à imager l'abstraction et la complexité, un paysage que nos corps angéliques explorent, palpent et modifient..." (p. 114).

Le nouveau milieu de pensée et de communication de la "cyberculture" suppose donc, sur le plan sémiotique, un dépassement de l'écriture ou plus précisément une remontée en deçà de l'écriture, mais "une remontée riche de

toutes les puissances du texte, un retour armé d'instruments inconnus au paléolithique, capables de rendre les signes vivants" (p. 121). Cette dernière proposition ne peut bien se comprendre que dans le cadre de la perspective anthropologique dessinée par l'auteur dans la seconde moitié de l'ouvrage.

L'espace anthropologique du savoir y est présenté comme émergent –peut-être, car il n'existe pas encore, il est encore une utopie– à partir des espaces qui l'ont précédé dans l'histoire de l'humanité.

P. Lévy distingue quatre espaces anthropologiques. La Terre comme monde de signification qui s'est formé avec les langages et techniques du paléolithique, le Territoire qui naît avec la sédentarisation, l'État, l'écriture, la division du travail, l'Espace des marchandises qui triomphe avec le capitalisme et l'économie des biens matériels, et enfin l'Espace du Savoir rendu possible par les nouvelles technologies, "espace du vivre-savoir et de la pensée collective qui pourrait organiser l'existence et la sociabilité des communautés humaines" (p. 140).

A chaque Espace correspond un type d'identité, une sémiotique particulière et une temporalité propre; chaque espace possède aussi ses propres instruments de navigation, ses objets de connaissance privilégiée et son épistémologie. P. Lévy explore en détail tous ces aspects, montrant leurs interrelations et leurs transformations à travers les différents Espaces. On peut donner ici un aperçu de ces développements en évoquant quelques aspects de l'évolution de la dimension sémiotique. Sur la Terre, le signe participe des choses et celles-ci, réciproquement, sont des messages. Cette toile continue du sens est rompue sur le Territoire: la parole est sédentarisée par l'écriture, une coupure sémiotique est ainsi instituée. "Entre les signes et les choses s'interposent désormais l'État, la hiérarchie et les scribes (...). Désormais, le signe représente. Le signe est arbitraire. Le signe est transcendant" (p. 162). Séparé des choses, le signe le sera encore davantage dans l'Espace de la marchandise. Pris par le mouvement de déterritorialisation qui touche les hommes et les choses, le signe y est lui aussi déterritorialisé. "Sur l'Espace des marchandises, les flux de signes courent sans frein. La coupure a si bien fonctionné que la transcendance ne fait plus lien (...). La presse et la télévision créent l'événement, produisent la réalité médiatique, évoluent dans leur propre espace plutôt que de nous envoyer les signaux des choses mêmes. La référence ne renvoie qu'à la médiasphère. Le grand magasin du signe, ou le Spectacle, devient alors une sorte de surréalité, par quoi toute parole ou toute image doit passer si elle prétend avoir quelque efficacité (...)" (p. 163-164). Mais dans l'Espace utopique du Savoir, le signe reprendrait contact avec la réalité, non pas comme un signifiant avec un signifié, mais dans la mesure où il se connecte avec l'activité pratique et intellectuelle des sujets. C'est alors que l'image peut jouer un rôle décisif. Dans l'espace du savoir, "l'image peut échapper au destin de fascination que lui traçait la marchandise et devenir un instrument d'éveil, de connaissance et d'invention plus puissant encore que le texte" (p. 166). Dans l'espace du savoir, l'image devient cinécarte, capable d'articuler l'individuel et le collectif. Dans l'arbre de connaissance, par exemple, les individus peuvent se repérer et rencontrer les autres; les signes qui composent l'arbre sont sensibles à l'activité pratique et

intellectuelle des sujets vivants. En retour, l'arbre, en tant qu'il synthétise –visuellement– les trajets individuels, introduit une régulation collective. “La cinécarte donne à explorer une macro-singularité dynamique tissée de singularités” (p. 184). Ainsi, la sémiotique de l'Espace du Savoir rend possible l'auto-organisation. Elle permet de composer des temporalités subjectives dans un espace commun. Elle rend également possible une nouvelle organisation du savoir fondé sur la non-séparation (cf. p. 202 et sv.).

Dans les derniers chapitres, P. Lévy étudie les rapports entre les différents Espaces, montrant leurs relations de dépendance et, en même temps, leur autonomie. Chaque Espace pense les autres dans ses propres termes. Ainsi, si l'Espace du Savoir devenait dominant, il modulerait les réseaux marchands. “Si l'Espace du Savoir devenait irréversible et pilotait la Marchandise (...) alors, peut-être les *vitesse*s extérieures et violentes, celles des circuits, de l'interaction, des adaptations instantanées, des flux insensés, au lieu d'être vécues comme des nécessités imposées et destructrices, deviendraient les effets par surcroît de la composition des temps vécus, la manifestation des nécessités intérieures” (p. 223).

On peut sans aucun doute, –et même on doit– discuter la vision de P. Lévy. Il y a dans cette vision quelque chose de trop clair et de trop euphorique pour ne pas susciter quelque interrogation et même quelque méfiance. Trop d'aspects négatifs possibles de l'Espace du Savoir restent inexplicités. Il n'est pas sûr par exemple que la pensée commune du quatrième espace ne génère autant de concurrence que de coopération interindividuelle.

Mais on aurait tort de s'en tenir à ce type de critique. Le livre est une utopie, pas une étude d'impact. Contre la représentation de l'homme qui sous-tend les études d'impact –un être subissant son environnement-stimulus–, P. Lévy nous rappelle que l'homme est un être de projet qui construit son monde. Le projet de l'intelligence collective n'est cependant pas une pure création imaginaire. Il repose sur une vision anthropologique forte articulant le sémiotique, le technologique et l'organisation sociale, une vision anthropologique qui tient compte de l'histoire tout en dessinant les lignes de force d'un nouvel espace nourri par quelques unes des idées-forces qui hantent l'imaginaire social depuis quelques décennies: l'idée d'auto-organisation, le moléculaire contre le molaire, etc.

Le projet de l'intelligence collective est un modèle mental du futur. Il ne peut être évalué par rapport à sa capacité à représenter le réel mais seulement par rapport à sa capacité à s'autoréaliser à travers les dispositifs qu'il peut inspirer, initier, encourager: tous les dispositifs techno-sémiotiques qui favorisent le développement du lien social par l'échange du savoir entre êtres autonomes.

Jean-Pierre MEUNIER

Benoît PEETERS, Jacques FATON et Philippe de PIERPONT, *Storyboard - le cinéma dessiné*, Crisnée, Éd. Yellow Now, 1994, 192 pages.

A la différence des États-Unis, où son usage est général et son rôle peu contesté, le storyboard ou "scénario complet sous forme d'esquisses" (pour reprendre la définition classique de Selznick) reste en France au cœur de très vives controverses, tant est jugé néfaste son rôle sur le tournage du film et partant sur le film réalisé. Dans le dossier réuni par Benoît Peeters, Jacques Faton et Philippe de Pierpont, les dangers inhérents au storyboard (avec, surtout, l'assujettissement du cinéma à une pratique du dessin qui en perd nécessairement la spécificité: la présence, le temps, le visage) ne se voient nullement occultés. Inversement, les atouts qu'il peut apporter au film et les visibles conséquences qu'entraîne parfois son refus total sont également mis en valeur. Dit plus abruptement: si *trop de storyboard* conduit fatalement à des avatars du clip publicitaire, *trop peu de storyboard* condamne dans bien des cas à l'impasse du téléfilm.

Il faut toutefois le préciser, l'objectif de *Storyboard - le cinéma dessiné* n'est pas de prendre position dans ce débat, mais de combler une lacune (il n'existait pas de monographie en français sur cet aspect pourtant capital de l'art du film) et surtout d'apporter les matériaux nécessaires à une évaluation correcte des enjeux du storyboard. Les diverses contributions du livre se divisent en deux groupes. D'une part, le volume propose une dizaine d'entretiens avec des réalisateurs et des professionnels, qui s'expliquent en détail sur leur propre pratique ou non-pratique du storyboard. De leurs appréciations, tantôt fort valorisantes (comme chez Norbert Iborra, souvent accusé d'avoir réduit un film comme *L'Ours* à la simple illustration des dessins préparatoires) et tantôt sévères à l'extrême (comme chez Raoul Ruiz, qui n'hésite pas à parler d'*aberration*), émerge une image très contrastée du storyboard, dont se reconnaissent les évidentes limites tout comme l'indéniable intérêt pratique et financier (le storyboard, nul ne le conteste, permet de gagner du temps et pour les films à petit budget il s'impose de plus en plus comme une nécessité).

D'autre part, le livre regroupe aussi un certain nombre d'essais critiques qui donnent à la parole des praticiens leur indispensable contrepoint théorique. Dans son texte "Du cinéma dessiné à la bande dessinée", Thierry Groensteen dissipe tout possible malentendu quant à la confusion de ces deux genres. Très finement observé, son article s'insère toutefois autant dans une théorie de la bande dessinée que dans une théorie du storyboard. Constituant la véritable épine dorsale du dossier, la double étude de Benoît Peeters a pour immense mérite de casser net l'idée monolithique que l'on pourrait se faire du storyboard. Loin de n'aborder le storyboard que par rapport au film réalisé, Peeters s'attache au seul storyboard et s'efforce de le plonger dans les conceptions éthiques et esthétiques des réalisateurs qui s'en servent ou s'en détournent: le storyboard de Peeters s'écrit résolument au

pluriel. Refusant tout a priori quant à l'intérêt ou à la nuisance du storyboard, faisant remarquer entre autres que si "l'exceptionnelle qualité graphique du storyboard de *Citizen Kane* n'est nullement étrangère à la force visuelle du film (...), le picturalisme du storyboard de *Dreams* de Kurosawa n'est sans doute pas étranger aux complaisances esthétisantes du film" (p. 163-164), Peeters réussit à nous faire voir la diversité du phénomène, qui est immense.

Concrètement, c'est selon deux axes qu'il mène l'enquête.

Le premier est historique et contient une époustouflante synthèse de l'évolution du cinéma en fonction du regard porté sur le storyboard. Des rapprochements inédits en surgissent: ainsi du couple classique Lumière/Méliès (le deuxième très proche et le premier aux antipodes d'une esthétique du storyboard) et du couple moderne Hitchcock/Bresson (pour le premier, le storyboard relevait du fantasme d'un contrôle absolu; pour le second, il signifierait une imposture métaphysique).

Le second axe replace le storyboard dans le travail global de la réalisation du film, depuis la première idée jusqu'aux étapes du tournage et du montage, et en évalue très judicieusement les possibilités comme les risques. Non pas de façon absolue, mais en les confrontant toujours aux problèmes concrets que rencontre toute réalisation et que le storyboard tantôt aide à surmonter et tantôt aggrave.

Saluant l'ambivalence profonde de cette pratique, entre invention et illustration, ce très beau volume, muni d'une exceptionnelle iconographie, devrait devenir rapidement un classique du genre. Signalons que chez le même éditeur paraît aussi un *Man Hunt* (Fritz Lang) par Bernard Eisenschitz et Jean Douchet, qui présente de nombreux extraits du storyboard de ce film.

Jan BAETENS

André-Jean TUDESQ, *Feuilles d'Afrique. Étude de la presse de l'Afrique sub-saharienne*, Talence, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1995, 362 pages.

Après *La radio en Afrique noire* (éd. Pédone, Paris, 1983), et *L'Afrique noire et ses télévisions* (éd. INA-Anthropos, Paris, 1992), voici *Feuilles d'Afrique* où André-Jean Tudesq soutient que l'écrit – celui de la presse en tout cas – fait partie du patrimoine culturel du continent noir, thèse qu'il n'est pas toujours aisé de défendre en ce qui concerne cette société où l'oralité a façonné la culture et "continue à primer l'écriture".

Ce sont pourtant les journaux et périodiques de l'Afrique sub-saharienne que notre auteur a voulu étudier dans ce troisième ouvrage, afin de satisfaire à une exigence de complétude sur les médias de l'Afrique noire. Cette troisième "parole" qu'il considère comme "l'aboutissement d'une trilogie", n'est en réalité qu'une sorte de clôture de ce tour des mass-media: radio, télévision, presse écrite.

L'objectif principal est de "présenter une étude historique et actuelle de la presse en Afrique sub-saharienne" (p. 8). Mais au-delà de cet objectif, l'étude s'autorise d'importants détours de réflexion sur des sujets tels que: la notion d'information et son rôle dans les sociétés africaines, les problèmes fondamentaux de l'Afrique d'aujourd'hui, la presse et l'opinion publique... Bref, sur les rapports entre la presse et la société africaines.

Les divisions de l'ouvrage obéissent fort bien à ces préoccupations: il est question du "passé" de la presse africaine dans la première partie; la seconde partie s'attache au présent, en se consacrant à "la presse et les aspirations démocratiques à la fin du XX^e siècle; enfin, la troisième partie présente les "lecteurs, la presse et l'opinion".

L'ouvrage d'A.-J. Tudesq est ambitieux: "rassembler des données éparses" et permettre de situer les journaux d'Afrique par rapport à leur société, à l'environnement, à l'évolution. Ambition à la fois tenue et manquée, riche et pauvre en même temps. Riche si l'on sait que jusqu'à présent les travaux en français sur la presse africaine se sont limités à la zone francophone, ainsi qu'à des périodes ponctuelles; pour la première fois donc, un auteur entreprend une étude globale des médias de l'Afrique noire en se fixant, d'entrée de jeu, pour objectif de traiter aussi bien de la presse lusophone et anglophone que francophone. De plus, il traite non seulement de la genèse, mais aussi de l'ébranlement actuel des médias écrits du continent (le dernier paragraphe pose les questions de survie de cette presse).

Chacun sait combien c'est une gageure en Afrique de prétendre rassembler des données fiables sur des journaux d'aujourd'hui, "souvent irréguliers dans leur publication, avec des suspensions imposées ou volontaires"; "parmi les plus anciens, plusieurs ont disparu sans laisser de traces, et parmi les plus récents, plusieurs sont voués à une prochaine disparition". Quiconque a entrepris un quelconque travail de recherche sur la presse africaine confirmera cette dure réalité: les organes de presse ne sont pas les détenteurs attirés de la meilleure information les concernant. Non seulement ils ne conservent pas tous les numéros de journaux qu'ils ont eux-mêmes édités, mais ils ne disposent pas toujours des données et statistiques complètes sur leurs rédaction, administration, comptabilité, etc.

Le mérite et l'originalité du livre d'André-Jean Tudesq résident dans le fait qu'il soit parvenu, d'une manière ou d'une autre, à rassembler tant de données aussi éparses. Mais paradoxalement, c'est là aussi que se trouvent les failles de cette étude: dans l'intention de tout rassembler, donc de tout dire, alors que de toute évidence il n'a pas –ne peut pas avoir– tout, l'auteur présente un tableau "irrégulier": des informations complètes et précises par-ci, des données partielles et moins précises par-là.

Le but de Tudesq était visiblement de livrer tout ce qu'il avait sous la main: l'histoire, le financement des entreprises de presse, les journalistes, les langues, la presse religieuse, la presse rurale, la presse scientifique, sportive, féminine, les lecteurs, la crise, l'opinion publique, les pays, les quotidiens, les magazines, la presse étrangère... Ambition encyclopédique qui comportait, on s'en doute, le risque de laisser le lecteur sur plus d'une soif.

Mais ces soifs n'ôtent pas à l'ouvrage le mérite d'être une mine d'or de renseignements sur la presse de l'Afrique au sud du Sahara.

On lira avec intérêt que le premier journal d'Afrique date de 1800, année où est lancée la *Cap Town Gazette* destinée aux Européens du Cap; que les missionnaires ont été les premiers à proposer des périodiques aux Africains et à lancer les premiers journaux en langues africaines, dont le plus ancien en xhosa *Umshuma Yeli Wendaba* en 1837; que la presse des Africains est née et s'est développée d'abord en Afrique occidentale sous influence anglaise avec la présence d'Afro-américains: *The Liberia Herald* créé dès 1826 au Liberia...

On prendra connaissance des chiffres relatifs au lectorat des journaux et périodiques africains entre 1986 et 1993, soit par pays (Kenya, Bénin, Tanzanie, Mali, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Cameroun...), soit par ville (Ouagadougou, Antananarivo, Bamako, Conakry, Cotonou, Abidjan...), soit encore par titre (*Le Soleil, Cameroon-Tribune, Jeune Afrique, Le Point, Express, Paris-Match, France-Football...*).

Par la suite, l'auteur étaye la thèse d'une évolution différentielle entre la presse anglophone qui serait plus "développée" et la presse francophone et lusophone moins florissante, situation qui, d'après Tudesq, continue à prévaloir encore aujourd'hui sur le continent africain. Ainsi, par exemple, dès l'époque de l'expansion coloniale "la presse dans l'Afrique occidentale britannique avait déjà introduit le débat et la critique politique et formé une opinion publique parmi une minorité africaine restreinte", tandis que dans les colonies françaises et belges, il est question d'une "presse de colons", cependant que celle des colonies allemandes et portugaises est qualifiée de "presse religieuse".

Dès cette époque aussi, la presse s'inspire beaucoup des journaux des métropoles. Et lorsque naîtra la presse des Africains, elle sera également plus tournée vers les métropoles coloniales que vers les populations locales. Une presse qui apparaît dans son ensemble plus réformiste que révolutionnaire, les médias francophones revendiquant plus de justice dans le sens de l'assimilation et les anglophones aspirant à plus d'autonomie.

Ces caractéristiques marqueront longtemps le visage de la presse écrite noire africaine. Lorsque vient la période des États indépendants, le journal restera un "produit de la ville pour la ville"; il "ne s'adressera qu'à une minorité restreinte". De même, sur le plan de la libéralisation relative de la presse, elle sera "plus ancienne dans les régions anglophones, plus tardive et plus soudaine dans d'autres pays", en l'occurrence francophones. Et au début des années 80, vingt ans après les indépendances, alors que la majorité des États africains vivent sous un régime militaire monopartiste et dictatorial, les situations diffèrent selon les pays. Le contrôle est total: en Guinée Équatoriale ou au Zaïre, au Togo, en Côte-d'Ivoire..., pays où le journalisme est considéré comme une fonction de l'État, tandis que "les journaux conservent une relative latitude d'action au Ghana, au Nigeria, au Liberia" (p. 94).

Tudesq constate que depuis la période de remise en question des autorités et du monopartisme sur le continent noir, une relative libéralisation

de la vie politique entraîne une floraison de nouveaux journaux. Dès lors, on a affaire actuellement à une très grande variété de types d'entreprises de presse. De grands groupes financiers et médiatiques comme le Groupe Argus, le Nasionale Pers... (Afrique du Sud), le Groupe Lonrho (Kenya, Zambie, Malawi...), le Groupe Fraternité-Matin (Côte-d'Ivoire), la SOPECAM (Cameroun), le Groupe Hersant (Sénégal, etc.) contrôlent quasiment le marché de la presse en Afrique. En outre, il existe, à l'initiative de l'UNESCO, un système de parrainage des journaux africains par des titres occidentaux (*Le Mauricien* par *Le Midi Libre* de France; *The Namibian* par *Die Tages Zeitung* d'Allemagne; *La Verdad* en Guinée Équatoriale par *El País* d'Espagne; *The Weekly Post* en Zambie par *The Guardian* de Grande-Bretagne...). On signale aussi l'existence de journaux rattachés à des Églises et qui sont souvent multimédia, ainsi que des publications très artisanales, de périodicité irrégulière.

La presse écrite des pays francophones, remarque Tudesq, s'adresse à la minorité des alphabétisés dans la capitale et les grandes villes, et pour cause: elle est rédigée presque uniquement en français. En revanche, plus diversifiée, la presse des pays anglophones est plus tournée vers les populations à travers des publications spécialisées rurales ou sportives par ailleurs rédigées en langues locales (Kikuyu, Swahili...) en Tanzanie, au Kenya, en Zambie... Quant à la presse religieuse, elle est dominée par les Églises chrétiennes, catholiques et protestantes qui contrôlent les imprimeries. La presse de l'Islam, pour sa part, ne se répand que très lentement: deux titres au Sénégal, plus de trois journaux au Nigeria, une publication en Côte-d'Ivoire, en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda et au Cameroun.

Il est signalé également une forte présence de la presse étrangère en Afrique au sud du Sahara. Cela va des journaux africains circulant d'un pays à l'autre (*The African Guardian*, *Africa South*, *Soleil*...) à des titres de France ou d'Angleterre lus en Afrique (*Paris-Match*, *Express*, *France-Football*...), en passant par des journaux et publications dirigés et rédigés principalement par des Africains installés en Europe (*Jeune Afrique*, *West Africa*, *Amina*, *Bingo*...). Ici encore, c'est en Afrique anglophone qu'est répandue la pénétration des journaux africains, tandis que les pays francophones se veulent plus consommateurs des produits de la presse importés; presse qui par ailleurs entretient avec les journaux africains des relations mitigées d'alliée et de concurrente tout à la fois.

André-Jean Tudesq trouve finalement dans la presse écrite de l'Afrique sub-saharienne une presse qui est encore en devenir plus qu'elle n'est, du fait de deux handicaps principaux: la mauvaise gestion –des capitaux, de l'infrastructure, des hommes– et l'exclusion de la majorité de la population habitant l'arrière-pays et dont la langue n'est ni le français, ni l'anglais, ni le portugais.

La presse écrite de l'Afrique sub-saharienne peut-elle alors refléter l'opinion publique? A cette question fondamentale, Tudesq réserve une réponse qui ne manque pas de piquant. Tout en reconnaissant plus d'une fois que ces médias se veulent plutôt guide que reflet de l'opinion et qu'ils

peuvent jouer un rôle dans la formation de celle-ci, il soutient que même si la minorité de la population que touche la presse écrite est “la plus active et souvent la plus influente”, la presse africaine ne constitue, ni ne construit l’opinion.

A ses yeux, cette dernière n’existe même pas. Le professeur Tudesq dénie aux Africains “une capacité d’option individuelle et des regroupements qui ne soient pas conditionnés par une apparence ethnique ou familiale”, condition préalable à toute construction d’une opinion publique! (p. 303).

Pour cette dernière raison, sans doute, les journaux africains, avant de devenir ce qu’ils sont, c’est-à-dire des journaux, doivent-ils “d’abord asseoir leur crédibilité (...) tant par la régularité de leur gestion que par l’intérêt et la vérité de leur contenu” (p. 330). Faute de quoi, l’Afrique noire devra se contenter encore de consommer ses “feuilles”. Des feuilles?

E. MURHULA AMISI NASHI

Jean-Claude VAREILLE *Le roman populaire français (1789-1914). Idéologies et pratiques*, Limoges, Presses universitaires de Limoges/Nuit blanche Éditeur, coll. Littératures en marge, 1994, 350 pages.

Avec les progrès de l’alphabétisation s’est développée une littérature populaire, qui fut longtemps occultée, comme le fait divers, en vertu de critères esthétiques et éthiques, parce que ses thématiques de l’aventure, du mystère et du sentiment laissaient émerger les forces magiques de l’impur. Mais aussi dénoncée comme a-populaire, à cause de son style noble et de ses positions réactionnaires. Jean-Claude Vareille commence donc par définir ce corpus comme les “œuvres de large diffusion, s’adressant aux couches nouvellement acquises à la lecture” sans prendre “nécessairement le peuple comme référent”. Il décrit aussi en quelques fiches les textes canoniques, d’Alexandre Dumas à Xavier de Montépin et Gaston Leroux.

Dans un premier temps, il rattache le roman populaire à la catégorie de l’épopée, en ce qu’il privilégie l’extrême, l’exceptionnel, le rare, le pompier, mais aussi le registre soutenu. Ce souci d’hypercorrection veut souvent compenser l’infériorité culturelle ressentie par des auteurs déconsidérés. Ils tiennent à présenter un monde clos sur lui-même, garant de l’ordre, stéréotypé, plus proche du mythe que de l’histoire. Davantage pour rejoindre des soubassements inconscients de l’imaginaire collectif, de la “pensée sauvage”, que par aliénation à la classe dominante, comme l’ont trop vite analysé les théoriciens marxistes. La preuve s’en trouve entre autres dans les innombrables variations du roman familial que présentent ces histoires.

Mais ensuite, Vareille montre que cette clôture, de manière paradoxale, ne peut rester en l’état, que “l’héritage est devenu impossible”. La littérature populaire doit quitter l’épopée et rejoindre la problématique du roman, la forme même du feuilleton appelant l’ouverture, la discontinuité. En elle

coexistent donc deux tendances, fonctionnant de manière dialogique, en contrepoint, l'une tournée vers le passé épique, l'autre inscrite dans le devenir de l'histoire. Ce qui explique les lectures parfois contradictoires de ces récits, chaque lecteur pouvant les tirer vers son camp idéologique. Ce qui explique aussi l'importance de l'ironie, de l'auto-ironie et du carnivalesque dans ces feuilletons. Non pour détruire le genre ou le dénoncer, mais pour le pousser dans ses développements extrêmes.

Caractéristique aussi de cette littérature, l'inscription du lecteur dans l'œuvre, par participation active et identification quasi hallucinatoire, dans une chaîne émotionnelle continue, en action. Pour y parvenir, l'auteur doit accepter de s'effacer, refuser d'être original, pour simplement donner accès au mythe collectif, à la légende (c'est pourquoi on se souvient des titres, non des auteurs). C'est en cela que nous sommes ici, de plein droit, dans la littérature, une littérature que l'on dévore dans l'immédiateté, parce que tous les procédés narratifs (et Vareille en établit l'inventaire) sont utilisés à cette fin, une littérature où l'on joue, mais aussi où l'on est joué. Cependant, parce que voilà de la littérature à part entière, on y trouve également (paradoxe supplémentaire) invention verbale, imitation et récréation, parole en spectacle comme dans le nouveau roman, un siècle plus tard.

Semblable étude est significative de l'évolution critique de ces littératures appartenant au champ de grande production, qui échappent enfin à la seule analyse en tant qu'objets dans un fonctionnement sociologique ou idéologique (pris dans des rapports dominant vs dominé), pour être considérées comme textes, hors de tout jugement de valeur, étudiés tels qu'en eux-mêmes sans a priori. L'importance, dans cet essai, des IV^e et V^e parties, exclusivement réservées à des questions d'écriture, est révélatrice de ce nouveau regard critique. Ce qui n'empêche pas le discours de revendication et de justification de cette méthode de rester très présent, comme si ce choix méthodologique n'était pas encore institutionnellement acquis. Mais il faut rendre hommage à Jean-Claude Vareille, trop tôt décédé malheureusement, d'avoir ouvert cette voie dans les recherches en paralittérature, avec une écriture éminemment jubilatoire qui sera regrettée par beaucoup.

Marc LITS